

**DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES  
COMMUNALES**2, rue du 24-Septembre  
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 58 50

f +41 32 420 58 51

seccr.com@jura.ch

## **DIRECTIVE N° 12**

<b>Objet</b>	<b>Modèle comptable harmonisé 2 (ci-après : MCH2)</b>
<b>Titre</b>	<b>Plan financier</b>
<b>Date</b>	<b>25 mars 2025</b>
	<b>Section 3 du décret concernant l'administration financière des communes</b>

**En droit :**

En application de l'article 73 du décret concernant l'administration financière des communes<sup>1</sup> (ci-après : DCom), le délégué aux affaires communales édicte la directive suivante :

**Dispositions générales***Champ  
d'application***Article premier** Sont soumis à la présente directive :

- a) les communes municipales ;
- b) les communes mixtes ;
- c) les syndicats et les agglomérations de communes ;
- d) les sections de communes ;
- e) les associations intercommunales ;
- f) les autres corporations de droit public soumises à la loi sur les communes<sup>2</sup>.

*Terminologie*

**Art. 2** <sup>1</sup> L'expression « conseil communal » utilisée dans les prescriptions qui suivent désigne, dans tous les genres de corporation, l'autorité exécutive supérieure.

<sup>2</sup> Par analogie, l'expression « le législatif » utilisée dans les prescriptions qui suivent désigne dans tous les genres de corporation l'autorité supérieure.

---

<sup>1</sup> RSJU 190.611

<sup>2</sup> RSJU 190.11

*En droit*

**Art. 3** <sup>1</sup> L'article 123, alinéa 3 de la Constitution de la République et Canton du Jura<sup>3</sup> et l'article 7 du DCom indiquent que les communes doivent établir un plan financier arrêté par le conseil communal. Il est mis à jour régulièrement et selon les besoins, mais au moins une fois par année.

<sup>2</sup> Le conseil communal dirige l'administration financière de la commune et il rend compte de cette administration aux ayants droit au vote ou au conseil général en application de l'article 89 de la loi sur les communes.

<sup>3</sup> Il doit gérer les finances selon les principes de l'article 3 du DCom.

<sup>4</sup> Lors de l'élaboration du plan financier, si celui-ci aboutit à une situation de découvert, le conseil communal doit prendre toutes les mesures prévues par l'article 9 du DCom.

<sup>5</sup> L'administrateur des finances communique régulièrement au conseil communal tous les renseignements utiles à une saine gestion financière de la commune. Il peut demander à être entendu par le conseil communal en application de l'article 45 du DCom.

<sup>6</sup> Les dispositions de l'article 8 du DCom relatives aux petites corporations demeurent réservées.

*But*

**Art. 4** <sup>1</sup> C'est au moyen du plan financier que les responsables gèrent les finances communales. Cet instrument sert au pilotage de la politique financière, à la garantie de la marge de manœuvre communale et à l'appréciation de l'évolution des finances.

<sup>2</sup> Le plan financier est un instrument de conduite à moyen terme qui renseigne sur l'évolution des finances de la commune au cours des cinq à huit années à venir. Il sert en outre de base à l'établissement du budget. Son étendue varie en fonction de la taille et de l'activité de la commune en matière d'investissement.

<sup>3</sup> Le plan financier doit être adapté aux nouvelles réalités à intervalles réguliers, c'est-à-dire au moins une fois par année. Dans la perspective de grands projets d'investissement ou si la situation financière est tendue, d'autres adaptations en cours d'année peuvent être indiquées, par exemple tout de suite après la clôture de l'exercice précédent, avant la présentation d'un projet d'investissement non encore prévu dans le plan, ou avant l'élaboration d'une nouvelle version du budget.

<sup>4</sup> Les investissements et les changements de la quotité d'impôt, conséquences sur l'équilibre financier comprises, figurent également dans le plan financier. Au niveau communal, le plan financier (à moyen terme) se prête mieux à la gestion financière que le budget (à court terme). Dans le budget en effet, la marge de manœuvre de

---

<sup>3</sup> RSJU 101

la commune est fortement restreinte, car la plupart des postes sont déterminés par des prescriptions légales, des engagements contractés et des crédits approuvés, de sorte qu'ils ne peuvent guère être influencés à court terme. Les investissements et les coûts induits déterminent à long terme l'évolution financière de la commune. Le plan financier renseigne sur les variations de l'état des liquidités au cours des prochaines années et permet de détecter à un stade précoce les pénuries possibles ainsi que les possibilités d'y faire face.

#### Contenu

**Art. 5** <sup>1</sup> Le plan financier concerne les finances communales dans leur ensemble. En application de l'article 7, alinéa 2 du DCOM, il comprend :

- a) une vue d'ensemble des charges et des revenus du compte de résultats et de l'autofinancement ;
- b) une synthèse des investissements ;
- c) une projection de l'évolution des engagements financiers et de la fortune ;
- d) une estimation des besoins financiers découlant des lettres a et b ;
- e) les possibilités de financements.

<sup>2</sup> Le plan financier comprenant les éléments ci-dessus est présenté sous forme de rapport présentant l'évolution durant la période de base et la période de planification (minimum cinq ans). Il contient en tous les cas :

- a) la quotité d'impôt ;
- b) l'excédent ou le découvert au bilan ;
- c) le résultat annuel ;
- d) les attributions et les prélèvements à la réserve de politique budgétaire ;
- e) les résultats annuels avant les attributions et les prélèvements à la réserve de politique budgétaire ;
- f) le revenu de l'impôt des personnes physiques ;
- g) le revenu de l'impôt des personnes morales ;
- h) les dettes brutes ;
- i) les investissements nets ;
- j) les indicateurs financiers retenus par le délégué aux affaires communales.

<sup>3</sup> Le plan financier doit être exhaustif, c'est-à-dire englober tous les domaines et tous les projets. Il est structuré sur le modèle du plan comptable de la commune, qui peut être étoffé si nécessaire. Il est indispensable, pour la pertinence des résultats, que le plan financier, le budget et les comptes annuels aient une structure identique.

<sup>4</sup> Les présentations graphiques ne sont pas obligatoires mais conseillées. Elles se prêtent bien à la mise en évidence de l'évolution du compte de résultats, des investissements nets et de l'endettement.

**Art. 6** Les bases du contenu du plan financier se définissent comme suit :

**a) Une estimation des besoins financiers découlant des lettres b et c ci-dessous :**

L'estimation des besoins financiers commente sous forme de rapport :

1. les prévisions (par exemple l'évolution des taux d'intérêts, la conjoncture économique, les taux de croissance) et les autres bases de calcul sur lesquelles se fonde le plan financier ;
2. l'excédent ou le découvert du bilan ;
3. le programme des investissements ;
4. les coûts ainsi que les revenus des investissements et la capacité de la commune à supporter ces derniers ;
5. l'évolution des finances.

**b) Une synthèse des investissements décidés ou prévus :**

Le programme des investissements, sous forme de tableau, énumère tous les investissements décidés ou prévus pour la période de base et la période de planification (cinq ans).

**c) Une vue d'ensemble des charges et des revenus du compte de résultats :**

La vue d'ensemble, sous forme de tableau à **deux positions au minimum du compte de résultats par nature**, présente l'évolution du compte global durant la période de base (celle des derniers comptes approuvés) et la période de planification (cinq exercices prochains).

**d) Une projection de l'évolution des engagements financiers et de la fortune :**

Selon le programme des investissements susmentionnés, la projection précise l'évolution de l'endettement brut et de l'endettement net. Elle précise également l'évolution de la fortune nette.

**e) Les possibilités de financement :**

Les possibilités de financement sont énumérées selon la façon dont les investissements prévus seront financés, soit par les liquidités, soit par emprunts (crédit de constructions ou emprunt ferme), etc.

*Transmission*

**Art. 7** <sup>1</sup> Le plan financier est public.

<sup>2</sup> Il est transmis au délégué aux affaires communales pour information dans le même délai que le budget annuel.

<sup>3</sup> Il est également transmis aux autorités financières ainsi qu'au législatif pour information.

A stylized blue ink signature of Christophe Riat, featuring a large loop and a horizontal stroke.

Christophe Riat  
*Délégué aux affaires communales*

A stylized blue ink signature of Julien Buchwalder, featuring a large 'J' and a horizontal stroke.

Julien Buchwalder  
*Contrôleur d'institutions*